

L'ajournement

On ne peut pas en dire autant du Canada avec les gouvernements socialistes que nous avons aux niveaux fédéral et provinciaux. Dieu merci, il n'y en a plus qu'un.

J'aimerais citer des extraits de journaux américains. Voici ce que dit un article paru le 19 février 1978 dans le *Times Herald* de Dallas:

Les Canadiens s'en viennent! Il ne sera pas nécessaire de se préparer à se battre, mais nos voisins du Nord sont en train de nous envahir à coup d'investissements pour ainsi dire... Ils ont investi dans tout, de l'exploitation minière et pétrolière au commerce et à la fabrication, une bonne part de leur argent allant dans l'immeuble... La liste des propriétés détenues par des Canadiens est pas mal impressionnante. Des investissements de l'ordre de un milliard de dollars, 42 acres de terrains résidentiels à Homestead, en Floride, l'achat de plusieurs banques, petites mais rentables, en Floride, la Peachtree Centre Tower à Atlanta, l'exploitation et l'achat de centres commerciaux et de lots à roulottes en Floride et en Caroline du Nord, plusieurs édifices, neufs et vieux, à New York, Detroit, Los Angeles, San Francisco et dans bien d'autres endroits.

Il n'y a pas que l'appât séculaire du gain qui attire les investisseurs canadiens chez nous. D'une part, le climat qui règne dans cette Confédération vieille de 111 ans est loin d'être favorable aux entreprises. En outre, il y a bien plus de restrictions écologiques et urbaines au Canada qu'aux États-Unis, et on se fait l'idée d'un pays dont la croissance est étouffée par l'atmosphère gouvernementale.

Ce débat ne servira absolument à rien, puisque le gouvernement n'a pas l'intention de faire quoi que ce soit pour remédier à la situation et qu'il ne tiendra compte d'aucune recommandation de la motion. Il va lui opposer une fin de non-recevoir, comme il l'a fait pour celle que nous avons présentée en février de cette année. Il a pour principe d'étouffer l'esprit d'entreprise chez les gens et de leur rendre la vie aussi compliquée et aussi difficile que possible, tout en mettant son nez dans leurs affaires.

Je me permets de citer un autre commentaire du *Herald* de Miami, dans le numéro du 30 mars 1978:

Le dollar canadien monte à l'assaut de la Floride, parfois comme s'il cherchait désespérément à trouver un havre à l'abri des incertitudes politiques et économiques qui règnent chez lui... En quête comme toujours d'un asile sûr, les plus grandes sociétés financières et de développement du Canada exportent leurs épargnes et leurs excédents de capitaux.

Dans la minute qui me reste, j'aimerais demander au gouvernement, une fois de plus, de nous donner les chiffres pour les 41 autres États. J'ai donné des chiffres sur le montant des investissements canadiens dans neuf États, soit 6 milliards et demi de dollars depuis deux ans. Mettons cartes sur table et sachons exactement combien d'argent canadien a été investi aux États-Unis. J'ai cité en exemple des compagnies qui ont quitté surtout l'Ontario pour New York; mais étalons tout au grand jour, voyons ce qu'il en est. J'aimerais savoir exactement ce que le gouvernement va faire à ce sujet.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Comme il est 10 heures, il est de mon devoir d'informer la Chambre que, en conformité de l'article 58(11) du Règlement, les délibérations sur la motion sont terminées.

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office, en conformité de l'article 40 du Règlement.

[M. McKenzie.]

LES COMMUNICATIONS—LES ÉMISSIONS DE TÉLÉVISION POUR LES SOURDS

M. P. B. Rynard (Simcoe-Nord): Monsieur l'Orateur, j'ai déjà demandé au ministre des Communications (M^{me} Sauvé) à deux reprises d'accorder de l'aide pour les personnes affligées de surdité. Elles sont deux millions au Canada. D'abord, chaque Canadien a le droit, peu importe son handicap, à une instruction qui lui permettra de se développer de fonctionner au maximum. Le gouvernement n'a pas encore réfléchi sérieusement aux besoins et au bien-être des sourds. On engage rarement des handicapés à moins d'y être incité. Les centres de main-œuvre offrent une certaine assistance mais ce n'est pas grand-chose.

● (2202)

On consacre fort peu d'argent aux sourds par rapport aux montants accordés aux gens qui souffrent d'invalidités visibles. Les sourds qui travaillent sont des contribuables qui doivent travailler dans un monde où, s'ils ne sont pas déjà handicapés par le type même d'emploi qu'ils occupent, ils le sont certainement par leur milieu qui diffère totalement de celui des autres personnes. Ils ne disposent que de peu, voire même d'aucun moyen d'éducation orale, ni de la possibilité d'entendre les conversations des autres ou encore de se livrer aux mêmes activités que les gens ordinaires et d'apprendre les nouvelles comme les autres même s'ils sont aussi intelligents que vous et moi, monsieur l'Orateur. Tout cela dépasse leurs moyens à moins qu'il n'aient des instructeurs spécialisés. Ils n'ont pas encore les mêmes chances que les autres sur le plan professionnel et la société du XX^e siècle ne fait pas grand-chose pour leur venir en aide.

Voici donc quelques questions que j'aimerais soumettre au secrétaire parlementaire qui représente le ministre ce soir. On peut par exemple se demander à quel genre d'instruction les sourds ont droit. Sont-ils admissibles à la déduction fiscale de \$1,000 dont peuvent se prévaloir les autres personnes handicapées? Il est rare que ces gens atteignent le niveau professoral, deviennent médecins ou fassent d'autres carrières où les salaires sont les plus élevés. Le collègue George Brown de Toronto attire beaucoup de gens de tout le Canada et forme de brillants universitaires sourds, dont bon nombre sont aussi brillants que les gens qui se trouvent ici, monsieur l'Orateur, et peut-être même parfois davantage. Il existe également à Toronto une excellente institution pour les sourds qui a été créée par un célèbre ancien combattant, Con Smyth. Je le connais personnellement ainsi que le révérend Roy Rumbull, Ernie Watts, et d'autres encore que je ne citerai pas mais qui jouent également un rôle très actif dans ce domaine.

Lorsque j'ai posé ma question originale à madame le ministre, elle m'a répondu qu'on effectuait des recherches à ce sujet. Mais que cherche-t-on donc, monsieur l'Orateur? On a déjà mis au point le décodeur, alors pourquoi a-t-on cessé les recherches? Elle a dit qu'il coûtait \$2,000, mais je pense qu'il faut investir cet argent. Cet appareil a été mis au point et sert actuellement aux États-Unis. Des fonds ont-ils été mis à la disposition de Bell Northern Research, par exemple, pour lui permettre d'aller outre-frontière et se renseigner sur place sur ce système?